COMMUNIQUÉ - POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

**Référendum sur l’indépendance de la Catalogne :**

**Maxime Laporte en mission d’observation**

Barcelone, 28 septembre 2017 – Le Président général de la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB), **Me** **Maxime Laporte**, se trouve présentement en Catalogne afin d’y mener une mission d’observation politique et juridique dans le contexte du référendum sur l’indépendance prévu ce dimanche 1er octobre.

Rappelons qu’en tant que coordonnateur du réseau Cap sur l’indépendance (RCI), monsieur Laporte a été l’initiateur du [rassemblement de solidarité envers le peuple catalan](http://ssjb.com/presse-solidarite-avec-la-catalogne/), tenu samedi dernier 23 septembre devant le Consulat général d’Espagne à Montréal et largement couvert par les médias.

Planifiées en partie grâce au **réseau Québec-monde** (RQM), plusieurs rencontres auront lieu au courant des prochains jours avec des représentants de la classe politique et de la société civile catalanes, de même qu’avec des juristes et universitaires.

Au jour J, à l’invitation de l’Association des maires indépendantistes de Catalogne, une délégation du RQM dont fait partie Me Laporte se rendra à Gérone afin d’y observer le déroulement du scrutin.

Au même moment à la Maison Ludger-Duvernay (82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal), la SSJB accueillera un [événement du Cercle culturel catalan](http://aqction.info/evenement/catalogne-soiree-referendaire/) où l’exercice référendaire pourra être suivi en direct.

Soulignons enfin que tout au long de son séjour, le Président général côtoiera d’autres personnalités québécoises telles que **Martine Ouellet**, **Stéphane Bergeron**, **Daniel Turp**, **Manon Massé**, **Gilbert Paquette**, **Denis Monière** et **Claudette Carbonneau**.

**\*\*Note aux journalistes\*\***

Compte tenu du décalage horaire, monsieur Laporte pourra accepter de se rendre disponible à toute heure du jour et de la nuit pour des demandes d’entrevue émanant des principaux médias nationaux et internationaux. Au besoin, prière de formuler toute demande à monsieur Claude Boisvert au 438-931-2615 ou par courriel : cboisvert@ssjb.com.

\*\*\*\*\*

**DÉCLARATIONS DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL**

**Droit à l’autodétermination et libertés civiles**

En tant qu’avocat constitutionnaliste directement impliqué dans [l’affaire de la loi 99](http://www.ssjb.com/loi99) qui met en cause le droit du peuple québécois à l’autodétermination, Me Laporte s’est dit « particulièrement sensible au combat que mènent les Catalans pour leur droit à décider ».

Par ailleurs, soulignons qu’entre 2012 et 2015, c’est avec succès que l’avocat de 29 ans s’est porté à la défense de centaines d’arrêtés de la grève étudiante de 2012, tout en [contestant la validité constitutionnelle du fameux Règlement P-6](http://www.ledevoir.com/societe/justice/423447/la-constitutionnalite-du-reglement-p-6-de-nouveau-attaquee) de la Ville de Montréal.

« Au plan juridique, notamment en ce qui a trait aux libertés civiles et politiques et au droit international des peuples à l’autodétermination, j’aurai donc à l’œil autant les manœuvres des forces de répression espagnoles à l’encontre du processus démocratique et des manifestations organisées un peu partout en Catalogne, que les déclarations et agissements de l’État espagnol, sans oublier les éventuelles réactions de l’Union européenne et des autres autorités étatiques du monde », a indiqué Me Laporte.

**L’épineuse question stratégique**

« Au plan politique et stratégique, je suis préoccupé quant à la tournure que prendra le bras de fer entre Madrid et Barcelone. Sachant que la politique est essentiellement affaire d’intérêts et de rapports de force, et conscient que l’État espagnol ne se laissera certes pas morceler facilement, le gouvernement catalan a-t-il tout mis en place afin d’assurer une transition effective et sans heurts vers l’indépendance ? »

« La réponse à cette question pèsera lourd sur la suite des événements. Surtout, elle sera riche en enseignements pour l’État québécois et son positionnement stratégique vis-à-vis d’Ottawa. Il serait naïf et hasardeux de croire qu’un référendum gagnant suffit pour accéder au statut d’État… », a fait valoir monsieur Laporte, rappelant que dans l’histoire, la liberté des peuples s’est toujours fondée, d’abord et avant tout, sur un pouvoir étatique ou révolutionnaire effectif.

**Trudeau et l’Assemblée nationale appelés à reconnaître sans attendre une Catalogne libre**

« Par ailleurs, que dira Ottawa en cas d’une victoire du OUI en Catalogne ou à la suite d’une déclaration unilatérale d’indépendance (DUI) de la part de la *Generalitat* catalane, - plus que légitime dans les circonstances ? Afin d’éviter à tout prix que la situation ne dégénère davantage, j’appelle Justin Trudeau à ce qu’en cas de DUI, le Canada reconnaisse sans attendre le nouvel État. Et peu importe la position d’Ottawa, je demande aussi à l’Assemblée nationale d’adopter une résolution en ce sens. Quant à la communauté internationale, qui a le devoir de favoriser le maintien de la paix, elle devra prôner un retour rapide à la stabilité démocratique, laquelle exige une reconnaissance en bonne et due forme de l’État catalan. »

\*\*\*\*\*

**ACTIONS PASSÉES**

**La SSJB et l’autodétermination du peuple catalan**

Cela ne date pas d’hier que la SSJB appuie le peuple catalan dans sa quête d’autodétermination, elle qui promeut depuis longtemps le principe universellement reconnu de l’égalité des peuples et leurs droits à disposer d’eux-mêmes.

Outre l’événement du 23 septembre dernier et la soirée référendaire du 1er octobre prochain à la Maison Ludger-Duvernay, plusieurs actions ont pu en témoigner ces dernières années.

**FSM 2016**

Par exemple, dans le cadre du Forum social mondial (FSM) 2016 à Montréal, la SSJB et le RCI ont coordonné les [activités du Comité sur l’autodétermination des peuples](http://ssjb.com/fsm2016-le-comite-sur-lautodetermination-des-peuples-devoile-ses-activites/), dont la conférence remarquable de monsieur **Joan Gonzalez Fabra**, alors membre du secrétariat général de l’Assemblée nationale catalane (ANC) et venu spécialement au Québec pour l’occasion.

**Mission 2014**

Enfin, notons que Maxime Laporte, qui connaît bien la situation catalane, en est à sa deuxième visite officielle à Barcelone, [ayant participé en septembre 2014 aux grandes mobilisations citoyennes](http://ssjb.com/referendums-decosse-et-catalogne-maxime-laporte-en-mission-dobservation/) préalables à la tenue de la consultation populaire non-exécutoire du 9 novembre de cette année-là.

Fondée en 1834 dans la foulée du mouvement patriote, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal est le plus ancien organisme voué à l’avancement des intérêts du peuple québécois.

-30-

SOURCE : Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, [ssjb.com](http://ssjb.com/)

Renseignement et demande d’entrevue (Maxime Laporte) :

Claude Boisvert, responsable des communications

438-931-2615, cboisvert@ssjb.com